

par le fait même la domination sud-africaine en Namibie, en violation du jugement de la CIJ datant de 1971), notre pays avait tout de même appliqué des sanctions économiques limitées et il avait dressé un code d'éthique volontaire à l'intention des compagnies canadiennes transigeant avec des partenaires d'Afrique du Sud et de Namibie.

Initialement, le Canada avait aussi joué un rôle actif au sein du Groupe des Cinq. Toutefois, les négociations n'ayant pas mené à la signature d'accords concrets avec Pretoria, le processus amorcé par le Groupe commença à perdre de son élan. L'Afrique du Sud procéda aux élections en 1978, même si elles nuisaient au plan de l'ONU. Et l'Occident n'imposa aucune nouvelle sanction. La politique américaine "d'engagement constructif" annoncée en 1981 a eu pour effet de diminuer l'importance du rôle du Groupe des Cinq. L'année suivante, Pretoria et Washington ont lié le retrait des forces sud-africaines de la Namibie au départ des troupes cubaines stationnées en Angola. En 1983, le Conseil de sécurité rejeta cette condition, et la France quitta temporairement le Groupe.

Depuis, Pretoria a mis en vigueur son propre plan visant à modifier les modalités de sa présence en Namibie. En 1980, le gouvernement sud-africain a créé la South West African Territorial Force (SWATF), soit une armée locale chargée de combattre la SWAPO directement. De novembre 1983 à février 1984, il a mené l'Opération Askari, qui a donné lieu à l'invasion du sud de l'Angola et à la destruction de nombreux camps de réfugiés et bases de la SWAPO. En avril 1985, l'Afrique du Sud a mis en place un gouvernement de transition pour remplacer le régime d'administration directe qu'elle avait réinstauré par suite de l'effondrement du gouvernement de la DTA en 1982. En mars 1986, le gouvernement sud-africain annonça qu'il appliquerait la résolution 435 à compter du 1er août 1986 si les troupes cubaines quittaient l'Angola.

#### La position actuelle du Canada

Au moment où le gouvernement sud-africain a annoncé l'installation d'un gouvernement provisoire en Namibie, le secrétaire d'État aux